

"La Pensée Russe" N°4341

du 16 - 22 novembre 2000

(Hebdomadaire publié à Paris depuis 1947, et actuellement également à Moscou)

BELARUS: VERS L'ÉPURATION GÉNÉRALE DES MÉDIAS

Avant le 1 janvier, les médias devront effectuer le re-enregistrement périodique au Belarus. Cette façon de se débarrasser de la presse "malhonnête", c'est à dire indésirable, est pratiquée depuis longtemps. Afin d'éviter le tapage, dommageable pour Loukachenko, autour du bâillonnement de la presse et de la liberté d'expression, les autorités biélorusses utilisent n'importe quel moyen pour la lutte contre la presse indépendante. Pendant que les financements aux médias contrôlés par l'état - l'unique canal TV biélorusse, et les journaux à grand tirage - augmentent, les mass médias indépendants sont obligés de se débattre dans la confusion d'un système économique quasi-soviétique. Les publications indépendantes doivent payer plus cher pour la distribution, quant aux contrôles fiscaux des médias non gouvernementaux, on peut sans exagération les définir chroniques. De même les amendes exorbitantes imposées par les autorités fiscales, dont les montants correspondent rarement à l'importance de la faute comptable ou autre, même dans les cas où les infractions sont réelles.

L'Association des journalistes biélorusses (AJB) a fait appel aux citoyens du Belarus et à l'opinion publique démocratique internationale pour qu'ils exercent leur influence sur les autorités du pays, afin qu'elles suppriment les re-enregistrements et créent des conditions économiques égales pour les médias de toutes les formes de propriété. L'AJB demande aux autorités de ne pas procéder aux re-enregistrements, tant que des lois, conformes aux normes internationales et garantissant les mêmes conditions aux média de différentes formes de propriété, ne seront pas promulguées. Par ailleurs, l'AJB demande que des observateurs des institutions internationales soient envoyés dans le pays, pour le contrôle de la situation des médias au cours de la préparation et du déroulement des élections présidentielles, prévues pour l'automne de l'an prochain.

ELENA DANEIKO

Minsk